

## LA JUDICIARISATION DES PERSONNES ITINÉRANTES À MONTRÉAL : UN PROFILAGE SOCIAL

---

### FICHE 5 : ANALYSE DES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE MONTRÉALAIS

La judiciarisation des personnes itinérantes est une conséquence directe de l'existence d'infractions en lien avec l'occupation de l'espace public. Certaines lois provinciales, mais surtout les règlements municipaux qui ont pour objectif de sanctionner des « incivilités », sont utilisées pour justifier ces infractions.

Le Service de police de la ville de Montréal définit les incivilités comme étant des gestes parfois anodins, qui perturbent l'ordre public ou nuisent « à la libre jouissance de l'espace public par l'ensemble des concitoyens » comme, par exemple, le *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain*.

La Commission constate que la plupart des dispositions réglementaires sont neutres et n'entraînent pas, *a priori*, d'effet discriminatoire. C'est plutôt leur application *dirigée* qui ouvre la porte à la discrimination sous la forme du profilage social. Le règlement qui astreint les piétons à traverser la rue aux feux de circulation, par exemple, n'est pas de soi discriminatoire sauf lorsqu'on l'applique, en pratique, surtout aux itinérants.

Une distinction doit également être faite entre les dispositions sanctionnant un comportement qui ne constitue pas une réelle nuisance et les dispositions sanctionnant une réelle nuisance. Il existe, par exemple, une disposition qui prévoit qu'une personne flânant dans le métro, sans qu'elle gêne d'autres personnes, commet une infraction. Dans ce cas, la nuisance n'est pas identifiée, ce qui rend difficile la justification d'une intervention légitime, puisque flâner ne constitue pas de soi une nuisance objective.

#### **La fermeture des parcs la nuit dans l'arrondissement Ville-Marie**

La Commission rappelle que tout règlement sanctionnant l'occupation de l'espace public aura pour conséquence probable de causer un préjudice disproportionné aux personnes en situation d'itinérance. Ces dernières, par définition, n'ont d'autre choix que de vivre dans l'espace public et d'y adopter certains comportements habituellement associés à la sphère privée.

La Commission considère que deux règlements adoptés ou modifiés par l'arrondissement Ville-Marie ont été adoptés dans le but évident de restreindre l'accès à l'espace public aux personnes en état d'itinérance.

Il s'agit de l'ordonnance de l'arrondissement Ville-Marie fermant ses 15 derniers parcs et places publiques qui étaient encore ouverts la nuit, dont plusieurs servaient de refuge pour dormir aux sans-abri. Il découle de cette ordonnance que les personnes itinérantes sont obligées de quitter le centre-ville ou de se retrouver dans l'illégalité afin de trouver un endroit pour dormir la nuit.

Cette ordonnance n'est pas une mesure raisonnablement nécessaire pour assurer l'ordre public et porte atteinte aux droits fondamentaux de cette population, notamment à l'exercice, sans discrimination, de leurs droits à la vie, à la sûreté, à la liberté, à l'intégrité et à la dignité. En conséquence, la Commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'abroger cette ordonnance.

### **La modification du *Règlement sur le contrôle des chiens et autres animaux***

Par ailleurs, le *Règlement sur le contrôle des chiens et autres animaux*, modifié par l'arrondissement Ville-Marie, interdit l'accès aux chiens dans le parc Émilie-Gamelin et le square Viger.

La Commission estime qu'il y a aussi, dans ce cas, un effet préjudiciable, puisque ce règlement cible spécifiquement deux parcs qui sont fréquentés par des jeunes en état d'itinérance ayant des chiens. Les nuisances associées aux chiens peuvent être sanctionnées par des règlements municipaux existants, comme c'est le cas dans les autres parcs de la ville. L'objectif semble être d'expulser ces personnes en raison de leur condition sociale.

En conséquence, le règlement modifié par l'arrondissement Ville-Marie d'interdire les chiens dans ces deux endroits constitue de la discrimination en vertu de l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Il s'agit d'une violation du droit à l'accès, sans discrimination, au domaine public et porte atteinte au droit des personnes itinérantes à la dignité et à la liberté.

6 novembre 2009